

**REPONSE DU GOUVERNEMENT A LA QUESTION ECRITE DE MONSIEUR NICOLAS MAÎTRE, DEPUTE (PS), INTITULEE « ROUTE DE LA SOIE... LE JURA DEVRA-T-IL BIENTÔT RIRE JAUNE ? » (N° 3189)**

Le 29 avril 2019, le président de la Confédération, M. Ueli Maurer, a été reçu par le président chinois, M. Xi Jinping, dans le cadre d'une visite d'Etat. A cette occasion, le sujet d'une extension de l'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine, entrée en vigueur en 2014, et l'ouverture de la Chine dans le domaine financier ont été abordés. En outre, un protocole d'entente dans les domaines économique et financier a été signé, le même jour, par les deux pays. Ce document s'inscrit dans l'initiative *Route et Ceinture (Belt and Road Initiative)*. Ce rappel étant fait, le Gouvernement est en mesure de répondre comme suit aux questions posées :

**1. Les cantons et le Gouvernement jurassien ont-ils été associés à une réflexion avant les visites en République populaire de Chine des représentants du milieu économique suisse emmené par Ueli Maurer, président de la Confédération ? Et, subsidiairement, des chefs d'entreprises jurassiennes ont-ils pris part aux discussions et au voyage ?**

La politique étrangère est du ressort de la Confédération. Les cantons ont le droit d'être associés à la préparation de décisions de politique extérieure qui peuvent toucher leurs compétences ou leurs intérêts essentiels. Dans le cas présent, les cantons n'ont pas été sollicités avant la visite d'Etat de M. Maurer en Chine. En effet, le protocole d'entente signé le 29 avril n'est pas un accord international contraignant sur le plan légal. A notre connaissance, aucun entrepreneur jurassien n'a fait partie de la délégation suisse.

**2. Comment le Gouvernement apprécie-t-il ce protocole d'échange qui pourrait favoriser notre économie et, au pire, favoriser une mainmise chinoise sur une partie de notre tissu économique cantonal ?**

Le protocole d'entente – et non d'échange – définit un cadre de collaboration destiné à permettre aux entreprises suisses et chinoises d'étudier des opportunités d'affaires et d'échanger des informations sur des marchés tiers dans le cadre de l'initiative *Route et ceinture*. Dans ce contexte, le risque de mainmise chinoise est donc très limité.

**3. Quels sont les relations actuelles du canton du Jura avec la Chine ? Sont-elles exclusivement d'ordre cantonal ou touchent-elles déjà le cadre confédéral ?**

Plusieurs missions économiques ont été organisées au cours des dernières années en Chine pour des entrepreneurs jurassiens, la dernière en 2015. Ces missions ont permis non seulement de visiter quelques entreprises locales mais également de nouer certains contacts avec des relais suisses, tels que le Swiss Business Hub, organisme chargé de la Promotion de la place économique suisse à l'étranger, la Chambre de commerce Suisse-Chine, Swissnex China, ou encore le Swiss Center à Shanghai proposant des services adaptés aux PME suisses désirant accéder au marché chinois. Plusieurs entreprises jurassiennes font appel couramment à ces différents organismes dans le cadre de leurs relations commerciales régulières avec la Chine.

**4. Quels sont les actuels exemples probants pour la République et Canton du Jura qui parlent en faveur d'un rapprochement commercial avec une superpuissance que pourraient être la République populaire de Chine ou les Etats-Unis d'Amérique ?**

Comme signalé précédemment, autant la Chine que les Etats-Unis sont des partenaires commerciaux privilégiés pour la Suisse, respectivement 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> au niveau des exportations. Le Jura ne fait pas exception à ces chiffres favorables alors que notre balance commerciale est également positive depuis 2016, fait extrêmement rare au cours des dernières vingt années. Toujours au niveau suisse, après les produits pharmaceutiques, l'exportation de machines et de montres représentent les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> produits les plus exportés, deux secteurs phares de notre région.

Delémont, le 13 août 2019

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Certifié conforme  
La Chancelière

  
Gladys Winkler Docourt